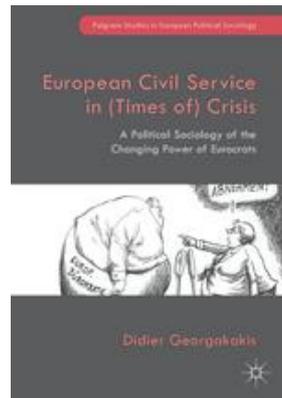


Bonnes feuilles



European civil service in times of crisis. A political sociology of the changing power of eurocrats. Didier Georgakakis, Palgrave 2017.

<https://www.palgrave.com/be/book/9783319517919>

NB. Les « bonnes feuilles » qui suivent ont été sélectionnées dans l'introduction de la traduction en français à laquelle travaille désormais l'auteur et qu'il a bien voulu nous transmettre.

[Le livre s'ouvre par les photos des pancartes des manifestations du Front commun de la FPE de 2011-2012]

D'une image à l'autre. Introduction

Commençons par quelques photos issues de mon travail de terrain. Entre 2011 et 2013 et sur fond de crise, généralisée, multiforme, de l'Europe, s'est déroulé un épisode assez peu connu y compris par ceux qui observent de près les institutions et les politiques de l'Union européenne. La fonction publique européenne a fait l'objet d'une révision statutaire qui a mobilisé et parfois mis en ébullition les syndicats qui la représentent comme de nombreux fonctionnaires. Plusieurs manifestations, souvent entre midi et deux heures « pour ne pas entraver le service », ont eu lieu. A chacune de ces manifestations, le plus souvent sous la pluie bruxelloise, les pancartes en anglais, français, italien, espagnol notamment étaient de sortie : « Stop au démantèlement du statut des fonctionnaires européens », « Contre la destruction de la fonction publique européenne » coexistaient avec des slogans à la fois plus généraux et plus politiques tels que « Delors, Reviens! », « Une Commission plus forte pour une meilleure Europe » ou « No Europe, No Future ».

Pour l'occasion, les syndicats qui ont fait l'objet d'un éparpillement important, voire d'une désunion les 15 dernières années avaient créé un front commun, doté d'un site Web nourri contre le démantèlement du service public européen. Les manifestations furent suivies de

façon variable, parfois par deux centaines de personnes, parfois beaucoup plus, en particulier lors des diverses assemblées générales du personnel appelées par le « front commun » des syndicats de fonctionnaires de l'UE, auxquels ont participé entre 1 200 et 2000 fonctionnaires. En 2012, environ 75% du personnel de la Commission européenne a fait une journée de grève, il y a eu plusieurs autres grèves parmi les fonctionnaires du Conseil et des menaces sérieuses de grève ont été déposées au Parlement européen, pour ne mentionner que les institutions et organes de l'Union les plus peuplés et le plus directement concernés par le processus décisionnel en cours.

Ces photos de fonctionnaires européens manifestants tranchent radicalement avec l'image que l'on peut avoir des « fonctionnaires de Bruxelles », « froids technocrates » et qui au contraire d'être dans la rue, contribuent depuis leur bureau à y mettre les gens pour manifester contre d'intransigeantes politiques de libéralisation, d'austérité et/ou de flexibilisation des droits des salariés. Cette dernière image ne tient évidemment pas compte de la complexité des processus politico-bureaucratiques dont les fonctionnaires européens ne sont qu'un des maillons administratifs. Mais surtout elle masque une énigme dont la clef permet d'accéder à une des réalités plus profondes de ce groupe et, ce faisant, de mettre en évidence une crise qui, bien qu'insidieuse et surtout différente des crises politiques, économiques et budgétaires habituellement questionnées, se joue en ce moment au cœur institutionnel de l'Europe et l'affecte en retour.

Une autre crise

Ces manifestations de fonctionnaires européens témoignent en effet d'une énigme. Qu'est-ce qui fait en effet que ce groupe, réputé élitair et à haut niveau de revenu, se met à manifester ? Qu'est-ce qui fait que ses représentants dénoncent la menace d'un démantèlement et qu'ils le fassent en s'associant spontanément, et du reste avec un certain succès auprès de leurs membres, à l'histoire de l'Europe, ses héros récents (Delors) et surtout son futur de plus en plus incertain (« No Europe, No future »)?

La réponse n'a rien d'évident. D'abord parce que la simple évocation de la fonction publique européenne ou des « eurocrates » (on reviendra plus loin sur toutes les ambiguïtés de ce mot), génère de telles réactions épidermiques que la question est difficile à poser en raison (et encore plus à faire entendre) face au flux continu de représentations tout aussi viscérales que négatives. L'interprétation de ces événements, quand bien même elle fut confinée au sein de la bulle bruxelloise, n'a pas fait exception à la règle. Si les spécialistes des études européennes n'ont pipé mot, les interprétations ordinaires furent claires et quasi-univoques. Bien que le blog de l'initié euractiv (<http://blogactiv.eu>) ait expliqué de façon assez neutre que les syndicats des fonctionnaires de l'UE manifestent à la fois défendre pour leur statut et pour "restaurer leur image", la plupart des outsiders convergèrent avec les blogs eurosceptiques pour présenter cette situation comme un non-sens et en profiter pour dénoncer les salaires scandaleux gagnés par les « élites européennes » ou leurs « privilèges de fonctionnaires ».

Les représentants des États membres en faveur d'une révision plus drastique (en particulier les Pays-Bas et le Royaume-Uni) ne se sont du reste pas privés de souffler sur la dynamique de cette version en regrettant publiquement que cette révision passe à côté de la chance de

reconstruire « une fonction publique moderne et efficace », ce qui impliquait donc qu'elle était vieille et dispendieuse, lorsqu'ils ont finalement refusé le compromis de la révision statutaire. L'argument était politiquement d'autant plus payant à tous les coups que la dénonciation de la fonction publique européenne est partagée par un très vaste assemblage sur le plan européen ; cette dernière (em)mêle des positions anti-EU, agrégeant elle-même des positions identitaires aussi bien qu'anti-néo-libérales, et un sens commun plus ou moins directement néo-libéral et anti-fonction publique, le tout se nourrissant de la dénonciation des « élites », qu'elles soient locales nationales ou internationales, qui a pris un tour particulièrement fort ces dernières années.

Comment échapper au poids plus ou moins conscient de ces représentations ? Si, pour ce faire, on cherche à résoudre l'énigme de cette mobilisation en se focalisant sur le seul détail de cette révision (voir chapitre 8 pour certains de ces détails), on manque une partie substantielle du tableau. Le décodage des diverses mesures techniques en matière de carrière, de salaire et de retraite donne des informations importantes, en particulier pour comprendre la mobilisation des secrétaires, assistants et agents contractuels et le sentiment général d'une dévalorisation de la fonction publique européenne par rapport aux fonctions publiques allemande ou nordique. Mais ce n'est pas suffisant pour comprendre ce qui est en jeu et, au-delà, pourquoi la perception d'un démantèlement plus ou moins progressif a eu du sens pour beaucoup de gens dans les institutions.

Une focale contextuelle plus large permet du reste de faire l'hypothèse qu'il se passe quelque chose qui dépasse ces manifestations singulières, et ce tout particulièrement depuis la fin des années 90 et surtout les réformes dites Kinnock des années 2000. Au-delà d'un ensemble de réformes de l'administration de la Commission, cette réforme et celles qui la suivirent ont substantiellement redéfini les conditions tout à la fois matérielles et symboliques de la fonction publique européenne, et ce dans un contexte particulièrement lourd de piétinement politico-institutionnel et d'élargissements massifs et successifs aux pays de l'ancien « bloc de l'est ». Mes entretiens ethnographiques montrent qu'une fois sortis du cadre officiel, la façade neutre des fonctionnaires craque souvent pour confier l'amertume d'être « entré dans les institutions pour construire l'Europe » et d'avoir maintenant « l'impression de se retrouver chez Procter et Gamble ». Dans les deux staff-meeting internes auxquels j'ai pu assister et où le président de la Commission, alors Manuel Barroso établissait un dialogue direct avec son personnel, l'atmosphère était tendue de reproches notamment lorsqu'il était questionné sur l'avenir de la construction de l'Europe ou le sens de leur mission. Plus généralement, les journalistes les plus spécialisés notent aussi la déprime ambiante (Quatremer 2013) de « fonctionnaires gentiment voire tendrement dépressif » (Menasse 2012) quand les meilleurs analystes relèvent leur sentiment de privation de leur capacité d'entrepreneurs de politiques publiques et parfois même de « castration » (Bauer 2008, Ellinas, Suleiman 2008). Ce sont, depuis cette réforme les syndicats de fonctionnaires les plus contestataires qui remportent systématiquement les élections aux comités de Bruxelles. De nombreux témoins indiquent que les départs à la retraite se multiplient, à l'exception de ceux qui ont été promus par le vent de ces transformations et qui s'accrochent à leur poste. Une photographie qui, vue de près, est donc bien différente de celles prises de loin.

Quand bien même la révision de 2014 a été présentée sous des dehors très techniques (la hiérarchie avait bien pris garde de parler de révision et non de réforme pour ne pas ré-ouvrir la boîte de Pandore), ces mobilisations pour ou contre la révision font enfin affleurer des questions qui touchent en définitive à la définition même de cette fonction publique et qui semblaient avoir été réglées, ou moins refoulées tout au long de son processus de construction depuis les années 50. La fonction publique européenne doit-elle être l'avant garde d'une Union de plus en plus proche, un équivalent fonctionnel d'une fonction publique d'État comme elle le fut pensée ou justifiée à son origine ou, au contraire, s'aligner sur les standards plus minimalistes de la fonction publique internationale ? Son statut (au double sens juridique et social du terme) à part se justifie-t-il ou l'essentiel de ses tâches peuvent-elles être accompli par des agents sous contrat ou des administrations nationales ? Doit-elle se centrer sur la fabrication de compromis durables, et ce faisant analyser et anticiper les enjeux et problèmes à long terme de l'UE, faire converger les intérêts très divers qui participent de la définition des politiques européennes dans toutes les séquences de ce processus, ou au contraire se concentrer sur des tâches d'exécutions du budget ou de « projets » ponctuels ?

Précisément. L'hypothèse de ce livre consiste à dire que l'énigme de ces mobilisations est étroitement liée au mystère de la construction de la fonction publique européenne comme un collectif faisant corps avec les institutions européennes. Plus, et ce bien au-delà des enjeux les plus immédiats, ces mobilisations nous apparaissent comme la manifestation d'une crise de reproduction sociale et politique de cette fonction publique européenne. Touchant aux mécanismes mêmes par lesquels le groupe s'est construit comme tel, cette crise de reproduction fragilise en effet tout ce que la construction de la fonction publique européenne avait permis d'établir : la définition de sa fonction, le partage et la reconnaissance du sens de sa mission, sa force collective et sa légitimité à incarner un intérêt européen commun, et tout cela jusqu'à son existence même ; c'est cela qui pousse ses représentants à mobiliser ce groupe, non seulement pour le défendre ou défendre les avantages matériels (ce qui ne mobiliserait pas de la même façon), mais, plus au fond pour rejouer en acte l'un des principes mêmes de cette construction collective qui s'est étroitement imbriquée dans la construction européenne. Selon Bourdieu (1994, p.240), « la représentation (mentale) du groupe ne peut être maintenue que par le travail incessant de la représentation (théâtrale) à travers laquelle les agents produisent et reproduisent (bien que par simple fiction) au moins l'apparence de la conformité à la vérité idéale du groupe ou à son idéal de la vérité ». C'est exactement ce qui fut en jeu dans la mobilisation pour ou contre la révision statutaire. Bien au-delà de la singularité de la révision, c'est le processus socio-historique de production et de reproduction de ce collectif qui est y est ici en jeu.

Dernier né des services publics européens, la fonction publique européenne est le fruit d'une succession de compromis depuis les premières ébauches de statut en 1952 (voir annexe chapitre 3), notamment entre les fonctions publiques continentales, dont elle avait réussi de façon assez exceptionnelle à préserver une sorte de quintessence en continuant d'incarner un modèle d'administration hégélienne et en résistant à la vague de réformes néo-managériales qui ont profondément modifié les administrations depuis 35 ans. Dans le contexte de crises des fonctions publiques et de ses propres réformes successives depuis les quinze dernières années, ce collectif a toutefois dû affronter une somme de changements sociaux et culturels (imposition de la culture du management contre celle du service public,

d'un monopole linguistique contre son multilinguisme relatif, changement des carrières modèles et des propriétés valorisées) qui, s'ajoutant aux doutes ambiants et aux pressions sur l'UE, l'affecte en profondeur. Ce qui est en jeu dans ces transformations c'est en effet bien plus que des résistances aux changements, toujours pensées comme « nécessaires » par les réformateurs et nombre de commentateurs, c'est le pouvoir collectif du groupe, ses équilibres internes, et avec eux, les mécanismes de reproduction du capital et des valeurs qui lui avait permis d'exister, de s'autonomiser et finalement d'incarner avec succès la permanence des institutions et leur capacité à définir un intérêt européen commun. Cela aussi relève de la « vérité idéale et de l'idéal de vérité du groupe ».

C'est précisément pour cela que nous parlerons ici d'une crise de reproduction. Le changement actuel n'est pas seulement un changement de valeur, au sens des valeurs dominantes ou de l'idéologie du groupe ; il affecte le processus même de la formation sociopolitique du groupe et de sa valeur sociale, c'est-à-dire la production et la reproduction du capital bureaucratique (ou institutionnel) européen qui est à la base de l'autorité spécifique des fonctionnaires européens en tant que groupe. Pour le définir à grands traits, ce capital d'autorité reposait sur des fondations matérielles telles que les garanties d'un statut économique et social ; dans une expertise, une connaissance des politiques de l'UE et plus généralement du fonctionnement interne de l'UE (soit des formes spécifiques de capital culturel), ainsi que de la capacité et de l'expérience à se mouvoir dans des réseaux multiculturels actifs (c'est-à-dire un équivalent d'un capital social spécifique). En fonction de sa position dans le groupe, cette base matérielle était également à la source d'un capital symbolique s'accomplissant dans la capacité à incarner l'intérêt communautaire et, dans certaines circonstances, une forme d'autorité à parler au nom de l'Europe. Comme nous le verrons, chacune de ces dimensions a été remise en cause, à la fois dans le résultat ou dans les corps, et dans le processus et les instruments de production / reproduction du corps - tels que le statut, la politique du personnel, les règles de recrutement, la production des images légitimes du service ou la distribution des positions de pouvoir – qui ont été fondamentalement modifiées. De ce point de vue, ce changement a réellement mis en crise la production de l'histoire du groupe et de l'héritage de la technocratie, et la possibilité de revendiquer un statut d'élite concurrente ou alternative aux élites nationales et économiques, qui fut l'une des clefs de la fondation du groupe et de sa capacité à produire des compromis. Mis en question, cet héritage de la technocratie européenne n'est désormais plus soutenu par la force de l'évidence qui l'avait précédemment légitimée. Plus encore - et c'est le signe ultime d'une crise de reproduction - ceux qui ont porté cet héritage sont de plus en plus en désaccord avec leurs héritiers ; dans le même mouvement, ces derniers ne reconnaissent pas leur héritage quand ils ne cherchent pas plus à s'en démarquer qu'à s'y identifier.

De ce point de vue, cette crise nous paraît importante, et ce bien au-delà de ses différentes manifestations depuis la fin des années 90. Elle est importante politiquement. Les fonctionnaires européens représentent en effet un groupe pivot dans le champ de l'eurocratie (Georgakakis, 2012). Loin d'en être les seuls acteurs, ils coexistent avec un personnel aussi nombreux composé de professionnels de la politique nationale et européenne (Commissaires, MEP), de diplomates et de représentants des administrations nationales, de représentants d'intérêts économiques et sociaux et de porteurs de causes diverses, de journalistes, commentateurs et intellectuels organiques divers (experts,

académiques, employés de *think thank*). Mais ils ont la caractéristique singulière d'être les seuls vivant « de et pour l'Europe » selon l'expression de Max Weber sous une forme permanente et durable (souvent plusieurs dizaines d'années de service si ce n'est même parfois des vies professionnelles presque entières) ; ils sont aussi les seuls à fonder leur position sur la « fonction » de lier tous les autres. Placé au cœur du dispositif de la fabrication des compromis européens, ce groupe et ce qui lui arrive éclairent, ce faisant, quelque chose comme une dé-fonctionnalisation, soit une face sinon cachée du moins largement oubliée de l'analyse de la crise. Face aux analyses les plus en vue qui interprètent les difficultés actuelles de l'Europe comme le produit des divergences macro-économiques et politiques entre les États membres, ce livre en éclaire l'autre versant en pointant la fragilisation des acteurs qui avaient construit leur position sur la fabrication de la convergence durable entre les visions et les intérêts (politiques économiques et sociaux, intellectuels) très différent en jeux dans la construction de l'Europe et de ses politiques. Nul doute que ces deux types phénomènes entretiennent d'étroites relations et ces dernières ont d'importantes implications sur les formes que prendra l'UE à l'avenir.

La formation socio-politique d'un corps européen

Comment dès lors analyser cette crise de reproduction. Cette hypothèse n'est pas simple. Elle suppose, pour commencer, de voir donc résolue l'énigme de l'existence même de ce groupe. La définition de ce groupe, son existence en tant que collectif, comme plus généralement la reconnaissance de sa fonction, rien de tout cela ne va de soi. Si les représentations négatives tendent à essentialiser les « eurocrates » sous la forme d'un bloc homogène, la plupart des analyses tendent plutôt à en faire une somme d'individus très différents, ce qui pose la question des conditions de l'identification de ces agents à ce collectif.

Pour en présenter un tableau d'ensemble, ces différences sont importantes à de multiples égards [...le passage développe les différences culturelles, hiérarchiques, institutionnelles, de lieux, de métiers]

Cette diversité n'est pas un problème en soi. De nombreux auteurs ont du reste été amenés à la tempérer. Pour Cris Shore, ces divergences sont largement compensées par l'intégration dans une seule et même caste, très proche dans son modèle de la Noblesse d'Etat et d'une haute administration à la française, qui pour lui domine à la fin des années 90. Sous une forme très différente, les travaux de Michelle Cini (2010) ont pu montrer que suite à la crise de la démission Santer une éthique commune était en voie de reconstruction. Carolyn Ban (2013) montre que ceux qui se sont joints après l'élargissement de 2004 n'ont pas apporté leurs propres cultures administratives, probablement parce que beaucoup d'entre eux avaient acquis de l'expérience à l'étranger, souvent dans le secteur privé. Dans les analyses plus sérieuses du réseautage au sein de la Commission Semin Suvarieriol (2008: 111) montre que les différences entre la nationalité et la culture, y compris la soi-disant « fracture Nord-Sud », sont en partie des arguments faibles et elle actualise l'hypothèse antérieure selon laquelle " L'idéal des fonctionnaires "dont la nationalité est supranationalité" semble être la réalité de la vie quotidienne 'pour beaucoup.

D'un point de vue sociologique plus général, ce groupe est très loin d'être le seul groupe marqué par d'importantes différences internes ; c'est vrai de tous les groupes (y compris the academics) et de toutes les fonctions publiques. La perception de l'existence d'un groupe est aussi une question de distance à l'objet (Boltanski 1987), plus on le voit de loin plus il paraît homogène, plus c'est de près plus on peut en observer les différences. Aussi la question visant à statuer sur l'existence ou nom de ce groupe serait assez absurde. Tout groupe social est en partie une fiction, mais il est en fonction du processus social historique une fiction qui se réalise dans les têtes et dans les corps de ceux qui le composent comme de ceux qui sont en relation avec lui, fût-ce indirectement et à distance. Selon les historiens et les sociologues, un groupe social est en effet une collection de personnes plus ou moins proches en termes de position économique ou sociale et dont l'homologie des positions originales se transforme en groupe social par un processus de construction sociale et politique (Thompson 1963, Boltanski, 1987). Ce processus comprend les syndicats, les prophètes politiques et la mobilisation, ainsi que la modélisation par les universitaires. L'institutionnalisation par la loi a contribué à un processus d'identification et d'incarnation, ce qui a finalement permis de comprendre qu'un individu est assez singulier, mais aussi plus ou moins immergé dans le groupe, qui est étudié à travers son noyau dur principal dans un sens proche du pôle d'attraction des sciences physiques.

Il reste pourtant à savoir comment s'opèrent ces dynamiques dans un contexte transnational et institutionnel de l'Europe. C'est à cette question que s'attache ce livre. Le processus de construction n'est pas ici si différent quand bien même il est peut-être moins abouti et plus fragile que pour d'autres groupes. Ce qui change tient dans la nature de ce que refoule le groupe en se construisant (ici la différence nationale au même titre que l'origine politique) et le fait d'être au cœur de luttes de pouvoir qui sont directement dictées par les caractéristiques de la politique européenne et qui l'affecte en retour. La théorie que défend ce livre est en effet que les institutions européennes, bien au-delà de leur institution et de leur organisation avaient réussi à former, parfois longtemps contre le vœu de certains de ses grands Etats membres, à commencer par la France, une sorte de ressource humaine collective, un groupe qui se construisait en construisant l'Europe pour reprendre une formule de Bourdieu à propos des fonctionnaires et de l'État. La singularité de leur processus historique de constitution, leur isolement sociologique et symbolique et par la suite un ensemble de processus de socialisation ont longtemps permis de faire oublier les différences nationales, politiques et statutaires existantes entre ses membres au profit de l'identification commune, quand bien même elle était variable, à une nouvelle élite au service de la construction européenne, développant le sentiment d'une commune appartenance, un « esprit de corps » transnational et surtout une forme d'autorité collective fondée sur le statut de la permanence, de la compétence et de l'indépendance pour reprendre un mot d'ordre dont le succès renseigne sur l'éthos de groupe en formation.

C'est ce processus même qui se trouve aujourd'hui menacé dans ses fondements, non pas (ou pas seulement) comme on le verra par des processus extérieurs, mais pas des politiques et un processus de pouvoir interne qui, par méconnaissance ou volontaire ignorance des phénomènes collectifs a pris le contre-pied de la tendance historique qui s'était dessinée. Ce processus n'implique pas une perte de pouvoir de tous les fonctionnaires, au contraire (il y a aussi des gagnants à ce processus, mais le changement de modèle, en gros d'une fonction publique d'État supranationale qui ne disait pas son nom à la fonction de manager

international indifférencié, transforme fondamentalement les équilibres internes du groupe et sa capacité collective à incarner légitimement un pouvoir européen, autrement qu'en rappelant à la force de l'arsenal juridique et/ou financier.

Un changement du pouvoir (...)

Pour le comprendre, ce livre se propose d'opérer un ensemble de changements de perspective. Bien que l'analyse procède de la recherche académique, on ne cherchera pas ici à se revendiquer d'un courant [... Le passage suivant fait l'inventaire des différents traitements de la FPE en anthropologie, histoire, science politique, administration publique, et des partis pris méthodologiques, en particulier contre « les tropismes convergents du positivisme scientifique et du néo-libéralisme (qui) tendent à fragmenter les raisonnements sur des points ponctuels au détriment de tout tableau d'ensemble »]

Le développement du livre

Au total, ce livre se développe ainsi selon la trame suivante. Le chapitre 1, a pour but de s'interroger sur la genèse et la construction de la figure de l'« eurocrate ». Utile pour mettre à distance cette figure, cette question invite à s'interroger sur la force de cette représentation et simultanément sa contribution à la définition de l'identité collective du groupe [...]

Dans le chapitre 2, on quitte la question de la production d'une représentation, pour s'interroger le processus social par lequel les fonctionnaires européens intègrent leur groupe et les valeurs collectives qu'il fabrique. On repose ainsi différemment la question classique de la socialisation des agents « going European native ». Celle-ci nous apparaît en effet bien plus qu'une adhésion à des règles organisationnelles ou des valeurs abstraites : un processus d'entrée dans une classe sociale des serviteurs de l'Europe, ou plus précisément un Stand dans le sens de Max Weber. [...]

Le chapitre 3 poursuit le raisonnement en analysant le haut du panier du groupe, soit les directeurs généraux qui ont par ailleurs longtemps fait figure de modèle. Fondé sur une étude prosopographique (biographie collective) des directeurs généraux et directeurs généraux adjoints de la Commission européenne (1958-2000), conduite avec Marine de Lassalle [...] il montre la force spécifique, à la fin de l'ère Delors, des directeurs généraux dont le capital bureaucratique étaient étroitement lié à la capacité à incarner la figure de « grand commis » spécifiquement européen.

Ces différentes tendances liées à la socio-génèse discrète, mais constante d'un corps équivalent à un corps d'État sont remises en cause depuis les années 2000. C'est ce que les chapitres suivants éclairent. Le chapitre 4 analyse ainsi le débat sur les compétences requises ou les compétences essentielles des fonctionnaires européens qui est l'une des conséquences indirectes de la réforme administrative de la Commission européenne. Il montre qu'une nouvelle définition de la compétence basée davantage sur les skills, soit l'aptitude personnelle ou comportementale, est devenue plus importante, plutôt que des connaissances plus spécifiques liées au contexte de l'Union européenne, un processus qui, bien que sous des formes apparemment anecdotiques, met en cause la compétence à agir

des fonctionnaires de l'UE et, par conséquent, leur autorité sociale et symbolique en tant que « serviteurs de l'Europe ».

En analysant le processus de sélection des nouveaux fonctionnaires de l'UE, en particulier sur sa première étape décisive, c'est-à-dire le concours pour entrer dans les institutions de l'UE, le chapitre 5 montre comment les « gardiens de l'Europe » miment désormais les managers du privé. [...] En observant le changement radical du statut des dimensions telles que la culture européenne, le sens de la fonction publique ou l'incarnation d'intérêt général au profit d'une compétition qualifiée désormais par beaucoup de « win for life », le chapitre souligne également que ces changements n'ont rien à voir avec une quelconque démocratisation comme c'est officiellement revendiqué, mais qu'ils conduisent à la différenciation de cette élite vers une plus grande conformité avec les élites du « nouvel esprit de capitalisme » dans les pays occidentaux.

Le chapitre 6 s'interroge sur les transformations internes nées de l'intégration des personnels des nouveaux pays après les grands élargissements de 2005. [...] Il montre que le problème de l'intégration des nouveaux arrivants est, comme pour d'autres avant eux mais dans d'autres proportions, tient à ce que leur position est structurellement dominée dans le champ de l'eurocratie, ce qui a dans le contexte du changement de paradigme de la fonction publique et de ses réformes, un effet sur des stratégies d'opposition avec ce qui est réputé comme l'ancien modèle de la fonction publique européenne et de ralliement aux sirènes du modèle néo managérial et libéral.

Le chapitre 7 se concentre sur les transformations de l'administration de l'UE dans le contexte de la crise économique. [...]

La conclusion ouvre trois pistes en ce qui concerne les effets de ces transformations sur les politiques publiques, le pouvoir relationnel des fonctionnaires au sein du champ de l'eurocratie (fonctionnaires nationaux, lobbyistes, avocats) et le chemin de la construction européenne, dont le processus s'éloigne fortement, du point de vue de sa base humaine et sociologique interne, fortement de la trajectoire quasi étatique qu'elle semblait pouvoir encore prendre au début des années 90.